



# Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Dossier  
mensuel  
de  
conjoncture

**Direccte** Direction régionale des entreprises,  
de la concurrence, de la consommation,  
ÎLE-DE-FRANCE du travail et de l'emploi

1<sup>er</sup> août 2014

# Présentation

- *Ce diaporama vous est adressé en début de mois.*
- *Il présente, sous forme de graphiques et de commentaires synthétiques, les évolutions les plus récentes de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques*
- *Ce document a vocation à compléter, sur un champ plus large, notre publication mensuelle commune avec Pôle emploi sur le marché du travail en Île-de-France, diffusée quelques jours auparavant.*
- *Vous continuerez à recevoir, par ailleurs, notre publication trimestrielle « Bref Île-de-France » qui propose des analyses plus détaillées sur le fonctionnement du marché du travail francilien.*
- *N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :*

*[dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr)*

- **Prochaine édition** de la synthèse mensuelle sur le marché du travail et l'emploi en Île-de-France : 5 septembre 2014.

# SOMMAIRE

## ◆ **Synthèse régionale**

- *Page 4*

## ◆ **Marché du travail**

- *Page 5* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois*
- *Page 6* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par département*
- *Page 7* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par sexe*
- *Page 8* : *demandeurs emploi inscrits à Pôle emploi, par âge*
- *Page 9* : *demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an et bénéficiaires du RSA*
- *Page 10* : *flux d'entrées et de sorties de Pôle emploi*
- *Page 11* : *taux de chômage (Insee)*

## ◆ **Emploi**

- *Page 12* : *offres d'emploi confiées à Pôle emploi*
- *Page 13* : *évolution récente de l'intérim*
- *Page 14* : *évolution récente de l'emploi salarié*

## ◆ **Accompagnement des mutations économiques**

- *Page 16* : *activité partielle*
- *Page 17* : *procédures de licenciement collectif*

# Synthèse régionale

## MARCHE DU TRAVAIL

En juin 2014, le nombre d'inscrits à Pôle emploi n'ayant eu aucune activité (cat. A) a augmenté de +1,1 % en Île-de-France (données CVS) et de +0,3 % en France métropolitaine. Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant eu une activité réduite (cat. ABC), le nombre d'inscrits a crû de +0,9 % dans la région, contre +0,5 % en France métropolitaine.

Sur un an, la hausse en catégorie ABC a atteint +7,2 % en Île-de-France, contre +5,1 % en France métropolitaine.

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A continue à croître à un rythme important en région francilienne, mais, ce mois-ci, la hausse est tout aussi élevée pour la catégorie ABC.

Les hommes et les femmes connaissent une hausse similaire au mois de juin (+0,9 % en catégorie ABC), bien que l'on observe toujours un écart sur les trois derniers mois, avec une hausse plus importante chez les hommes.

La nombre de jeunes demandeurs d'emploi en catégorie ABC a augmenté de +0,2 % en Île-de-France au mois de juin, et de +0,1 % en France métropolitaine. La forte hausse qui touche les seniors s'avère encore plus marquée en région francilienne qu'au niveau national.

Au premier trimestre 2014, le taux de chômage francilien représente 8,6 % de la population active, stable par rapport au trimestre précédent.

## EMPLOI

L'emploi salarié régional dans les secteurs principalement marchands est resté stable au 1<sup>er</sup> trimestre 2014, alors qu'il baisse légèrement en France métropolitaine. En un an, l'emploi progresse de +0,2 % en région francilienne, alors qu'il baisse de -0,3 % en France métropolitaine. L'emploi intérimaire a légèrement augmenté en juin.

## MUTATIONS ECONOMIQUES

Au mois de juin 2014, les demandes d'autorisations d'activité partielle sont proches du niveau moyen observé depuis quelques mois. En revanche, les procédures de licenciement collectif menacent un grand nombre d'emplois, principalement dans les Hauts-de-Seine du fait d'un plan social.

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juin 2014

En juin 2014, la demande d'emploi de catégorie A a augmenté en Île-de-France de +1,1 % après correction des variations saisonnières. Elle a augmenté de +0,3 % en France métropolitaine.

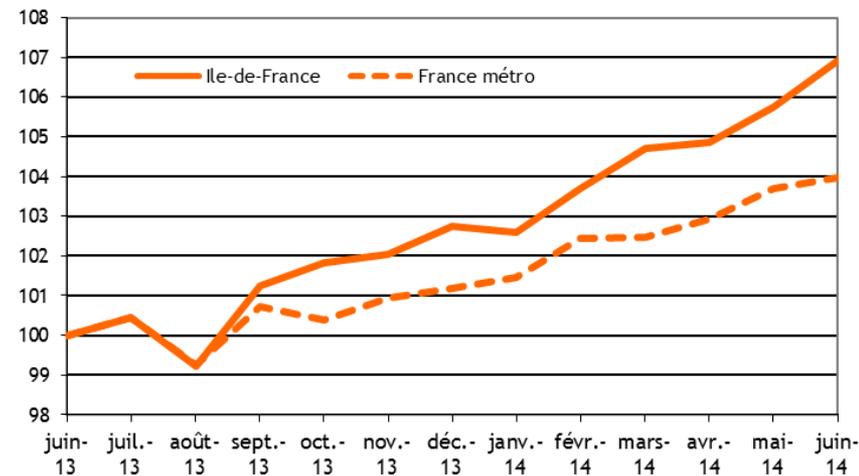
En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés augmente de +0,9 % dans la région, contre une augmentation de +0,5 % en France métropolitaine.

L'augmentation sur un an en catégorie A se trouve portée à +6,9 % en Île-de-France et à +4,0 % en France métropolitaine. En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de +7,2 % en un an, contre +5,1 % en France métropolitaine.

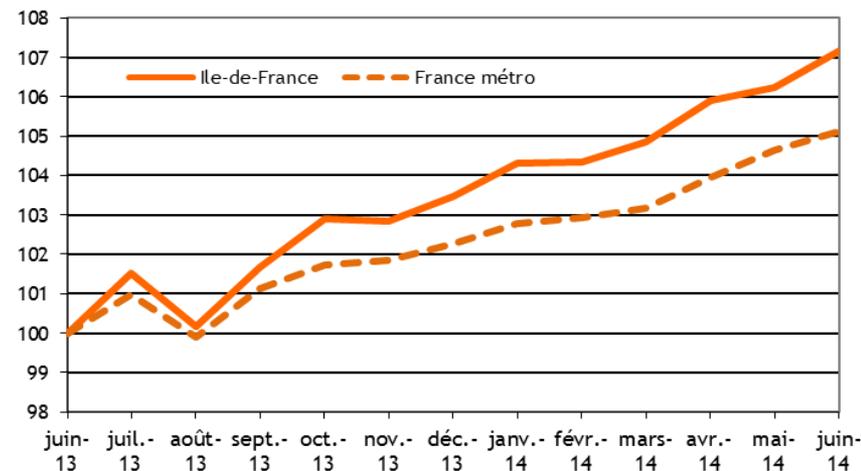
Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens affiche une forte augmentation en juin, tandis que la hausse est plus modérée au niveau national. On retrouve ce même phénomène dans les évolutions annuelles observées.

Juin 2014	Ile-de-France	France	Variation sur un mois (%)		Variation sur un an (%)	
			Ile-de-France	France	Ile-de-France	France
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	<b>650 080</b>	3 398 300	<b>1,1</b>	0,3	<b>6,9</b>	4,0
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	<b>898 040</b>	5 043 200	<b>0,9</b>	0,5	<b>7,2</b>	5,1

Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A (données CVS - Indice 100 en juin 2013)



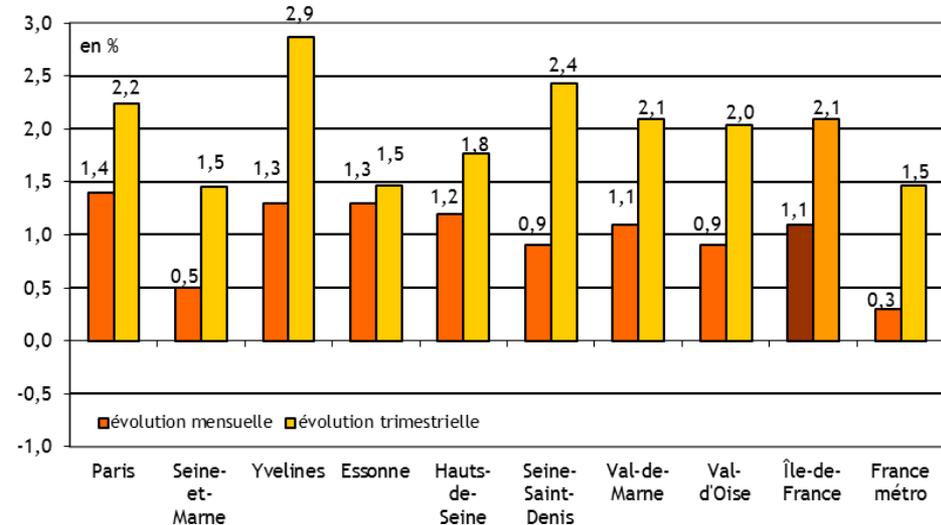
Evolution Île-de-France/France du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC (données CVS - Indice 100 en juin 2013)



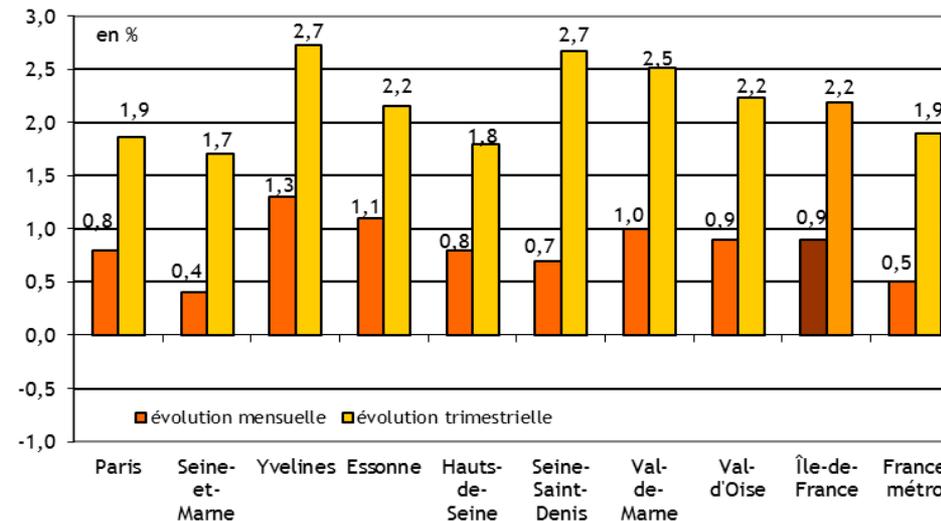
# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juin 2014

- En juin 2014, aucun département francilien n'est épargné par la hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A, qui va de +0,5 % en Seine-et-Marne, jusqu'à +1,4 % à Paris.
- En catégorie ABC, le nombre de demandeurs d'emploi augmente aussi pour tous les départements avec des évolutions allant de +0,4 % en Seine-et-Marne, jusqu'à +1,3 % dans les Yvelines.
- Sur les trois derniers mois, tous les départements franciliens, mis à part la Seine-et-Marne et l'Essonne, enregistrent une hausse du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A supérieure à celle observée en France métropolitaine.
- En catégorie ABC, l'Île-de-France affiche aussi une augmentation trimestrielle supérieure à celle de la France métropolitaine.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie A, données CVS)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)



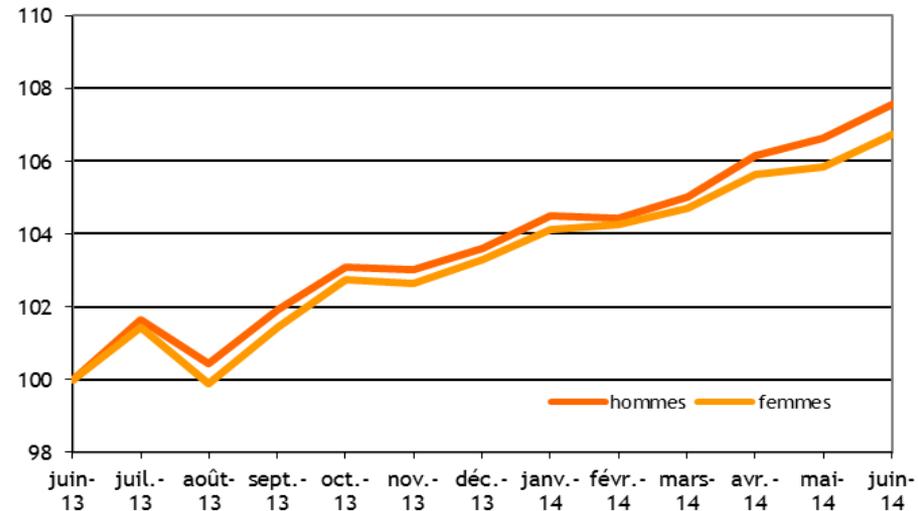
CVS	cat. A	évolution mensuelle	cat. ABC	évolution mensuelle
Paris	132 550	1,4	193 030	0,8
Seine-et-Marne	64 070	0,5	90 000	0,4
Yvelines	61 790	1,3	85 060	1,3
Essonne	55 530	1,3	77 610	1,1
Hauts-de-Seine	77 910	1,2	106 390	0,8
Seine-Saint-Denis	115 630	0,9	153 310	0,7
Val-de-Marne	72 630	1,1	98 030	1,0
Val-d'Oise	69 970	0,9	94 610	0,9
<b>Île-de-France</b>	<b>650 080</b>	<b>1,1</b>	<b>898 040</b>	<b>0,9</b>
France métropolitaine	3 398 300	0,3	5 043 200	0,5

# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juin 2014

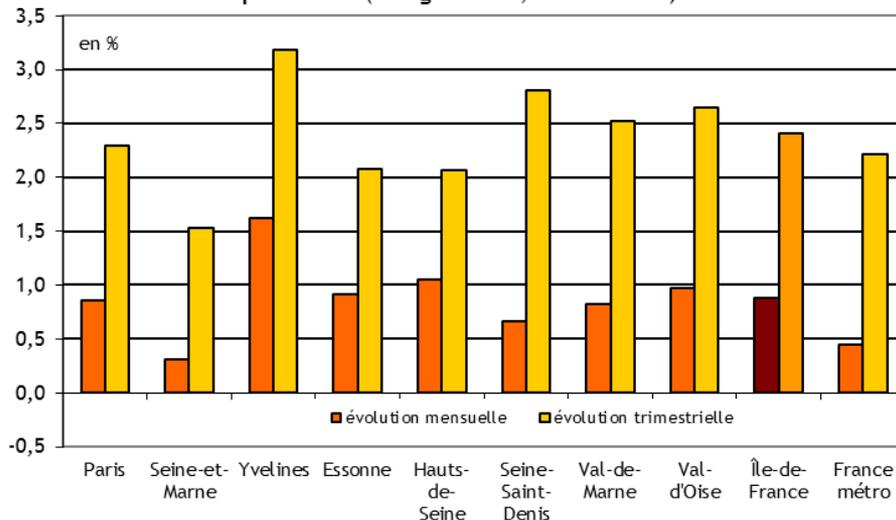
## La demande d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)

- La demande d'emploi des femmes en Île-de-France a augmenté en juin 2014 de +0,9 %, tout comme celle des hommes.
- On observe au mois de juin une augmentation de la demande d'emploi chez les hommes plus forte que celle des femmes pour les Yvelines et les Hauts-de-Seine. C'est la situation inverse pour l'Essonne, le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne.
- Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeuses d'emploi a augmenté de +2,0 %. Pour les hommes, la hausse atteint +2,4 %, l'écart entre hommes et femmes subsistant toujours. Au niveau national, la hausse trimestrielle est également plus forte pour les hommes (+2,2 %) que pour les femmes (+1,6 %).

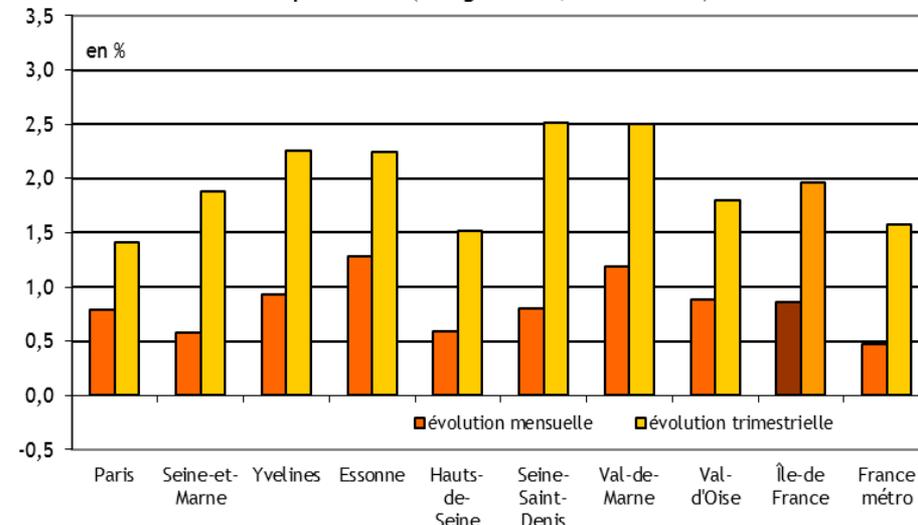
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois, selon le sexe (catégorie ABC, données CVS - indice 100 juin 2013)



Évolution du nombre d'hommes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de femmes inscrites en fin de mois par département (catégorie ABC, données CVS)

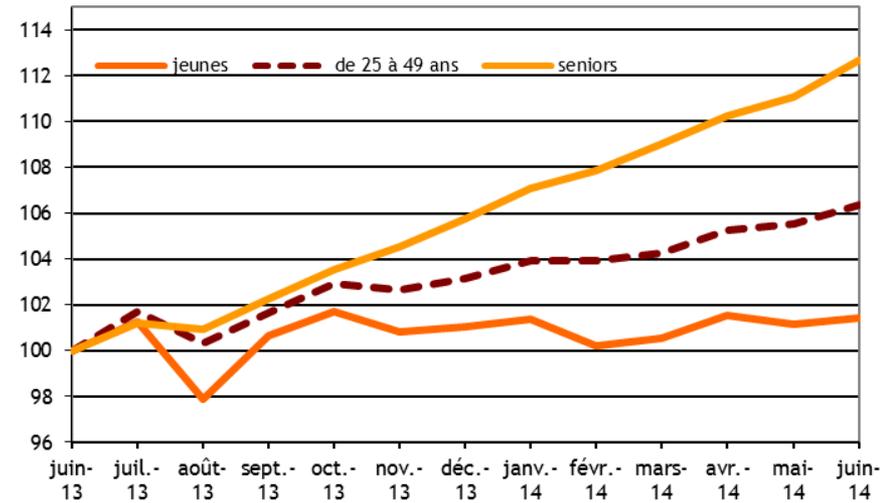


# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juin 2014

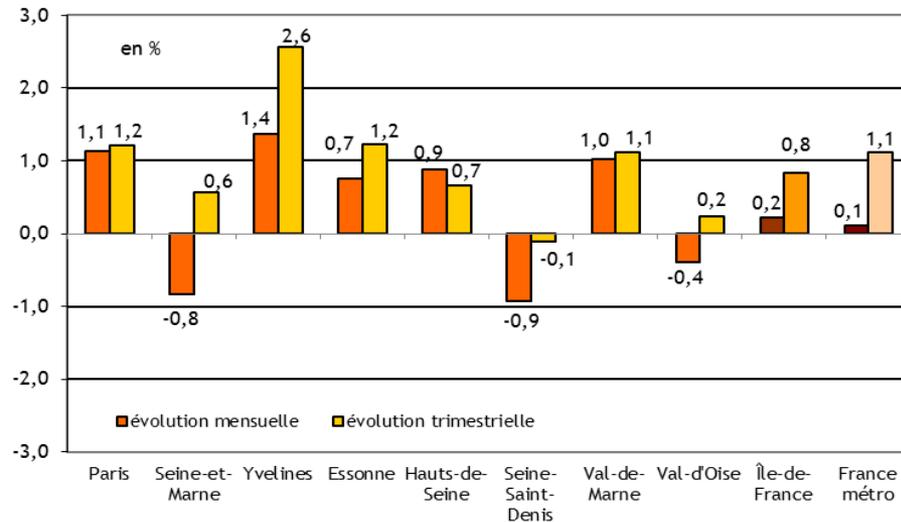
## La demande d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)

- Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi augmente de +0,2 % en juin 2014 dans la région et de +0,1 % en France métropolitaine. Sur trois mois, le nombre de jeunes inscrits augmente en Île-de-France (+0,8 %), un peu moins fortement qu'en France métropolitaine (+1,1 %).
- Au cours des trois derniers mois, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi a fortement augmenté dans les Yvelines. Sur la même période, il est resté stable en Seine-Saint-Denis et dans le Val-d'Oise.
- Le nombre de demandeurs d'emploi âgés de 50 ans ou plus continue d'augmenter en juin 2014. La hausse est plus importante en Île-de-France (+1,5 %) qu'en France métropolitaine (+0,9 %).

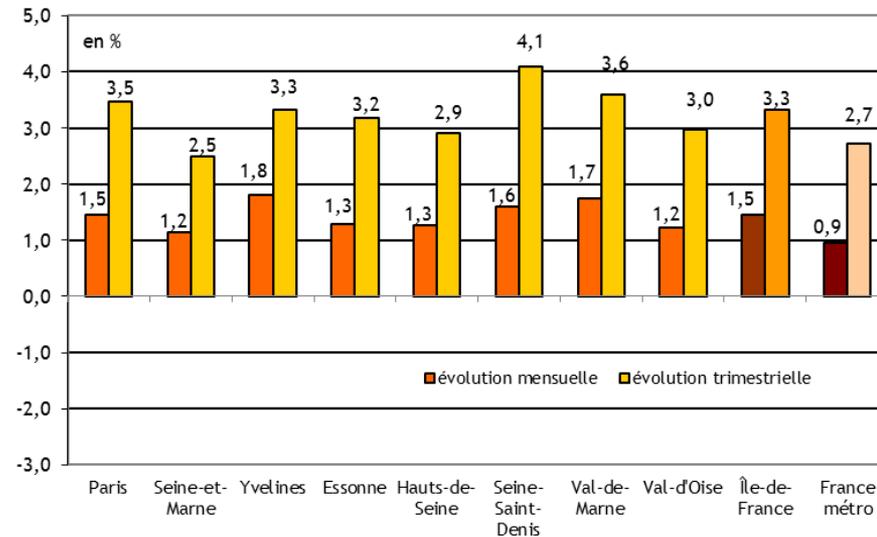
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois selon l'âge (catégorie ABC, données CVS - indice 100 juin 2013)



Évolution du nombre de jeunes inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)



Évolution du nombre de seniors inscrits en fin de mois, par département (catégorie ABC, données CVS)

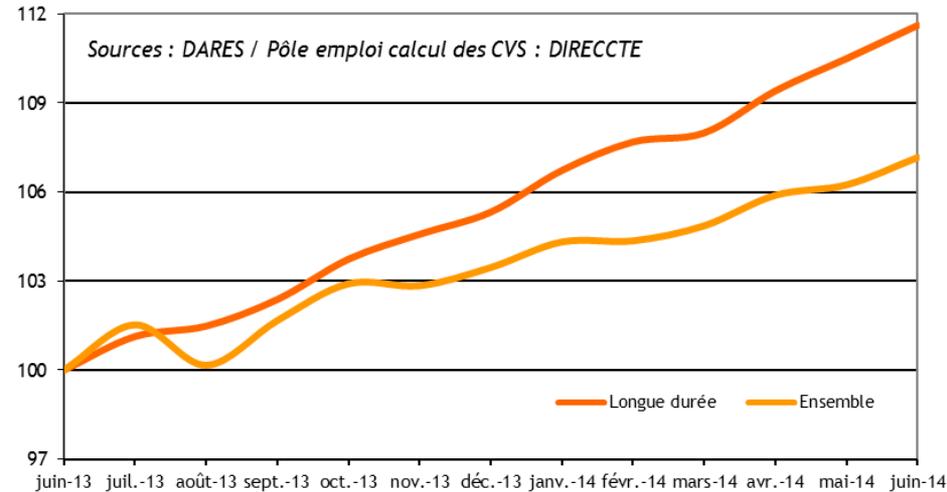


# Les demandeurs d'emploi à la fin du mois de juin 2014

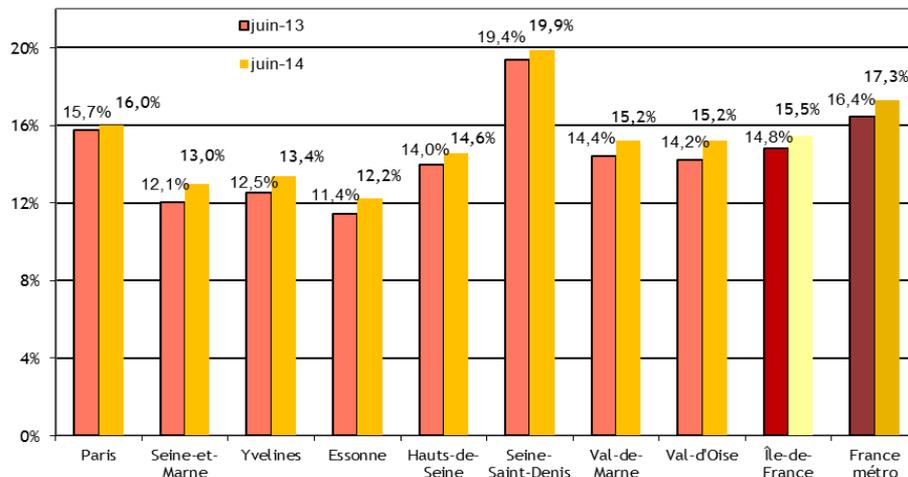
## Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA

- En juin 2014, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an a augmenté de +1,0 % en Île-de-France et de +0,4 % en France métropolitaine.
- En un an, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente de +11,6 % dans la région. Sur la même période, le nombre d'inscrits depuis moins d'un an augmente de +4,2 %.
- La part des demandeurs d'emploi franciliens inscrits depuis un an ou plus atteint 41,9 %.
- 15,5 % des demandeurs d'emploi sont bénéficiaires du RSA en Île-de-France, soit +0,7 point en un an. Cette part continue d'augmenter dans tous les départements franciliens, ainsi qu'au niveau national.

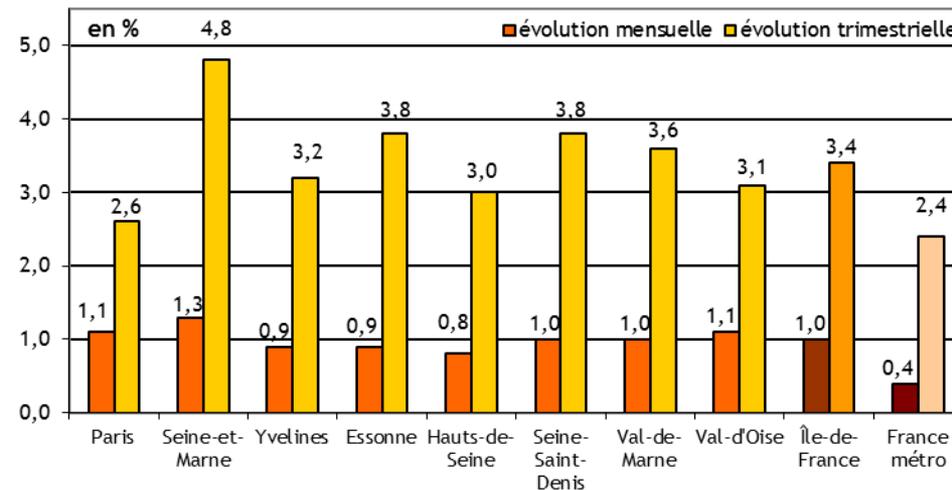
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois inscrits depuis plus d'un an (catégorie ABC, données CVS - indice 100 juin 2013)



Part des demandeurs d'emploi (ABC) ayant des droits payables au RSA



Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an, par département (catégorie ABC, données CVS)



# Les entrées et les sorties à la fin du mois de juin 2014

## Les entrées et les sorties de Pôle emploi

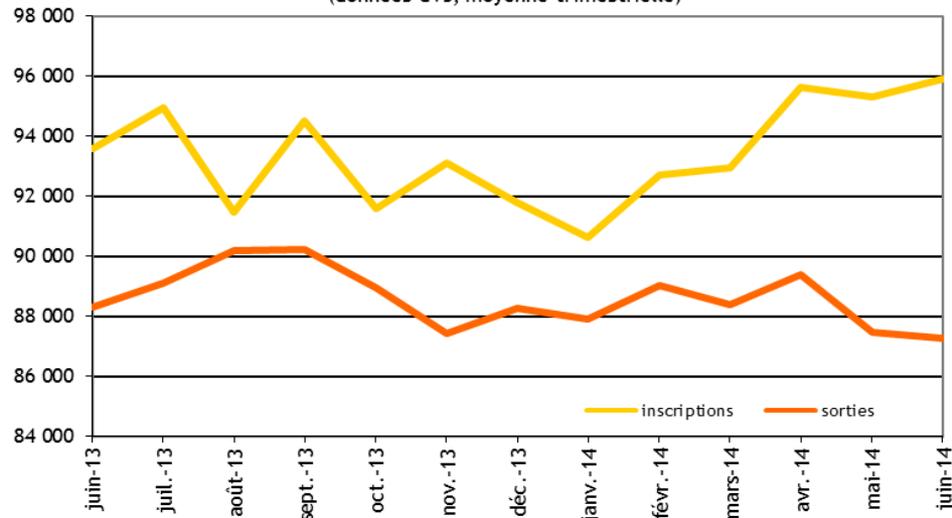
En juin 2014, le nombre d'entrées enregistrées à Pôle emploi a sensiblement augmenté par rapport au mois précédent (données corrigées des variations saisonnières). Le nombre de sorties augmente également, mais plus modestement.

En moyenne trimestrielle, le nombre d'entrées est en hausse, tandis que le nombre de sorties affiche une légère baisse. Il en suit que l'écart entre les entrées et les sorties continue de se creuser un peu plus.

Parmi les motifs d'entrée, la rubrique « autres cas » concerne 45 % des inscriptions, parmi lesquelles 8 % font suite à des ruptures conventionnelles. Par rapport au trimestre précédent, seules les premières entrées (8 % des motifs d'inscription au total) et les reprises d'activité (5 % des motifs) ont connu une baisse. Les entrées pour démission demeurent stables. Pour le reste des motifs, le nombre d'entrées croît.

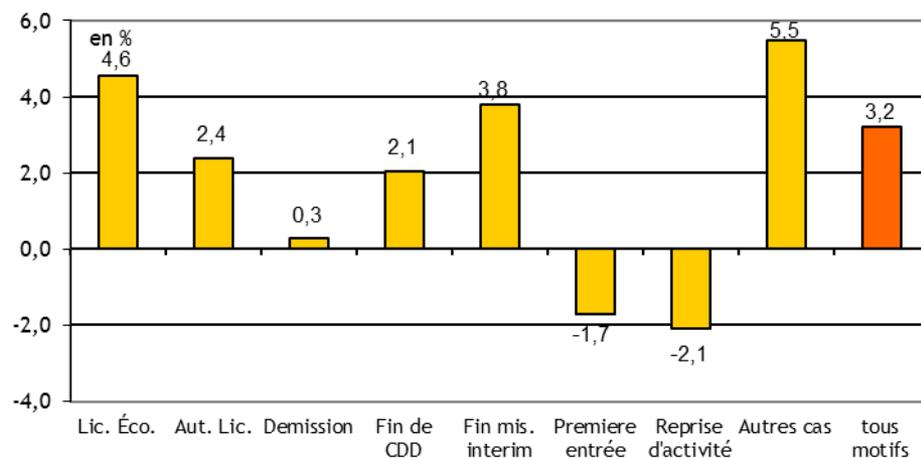
Du côté des sorties, les cessations d'inscription pour défaut d'actualisation représentent 48 % des motifs, ce qui limite la portée de l'analyse. Sur trois mois glissants, les reprises d'emploi déclarées (17 % des motifs) restent à peu près constantes et les radiations administratives (8 % des motifs) ont connu une très forte baisse.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi en Ile-de-France, au cours des douze derniers mois (données CVS, moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi / calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

Evolution trimestrielle des entrées à Pôle emploi en Ile-de-France, par principaux motifs (données CVS moyenne trimestrielle)



sources : DARES / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# Le taux de chômage au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

➤ Du fait d'une rénovation du questionnaire de l'enquête emploi de l'Insee qui sert à mesurer le taux de chômage, une nouvelle série de données a été publiée à partir du 4<sup>ème</sup> trimestre 2013, non comparable avec les taux publiés jusqu'à présent. Ces derniers ont été « rétopolés » pour les rendre comparables aux taux qui sont publiés maintenant.

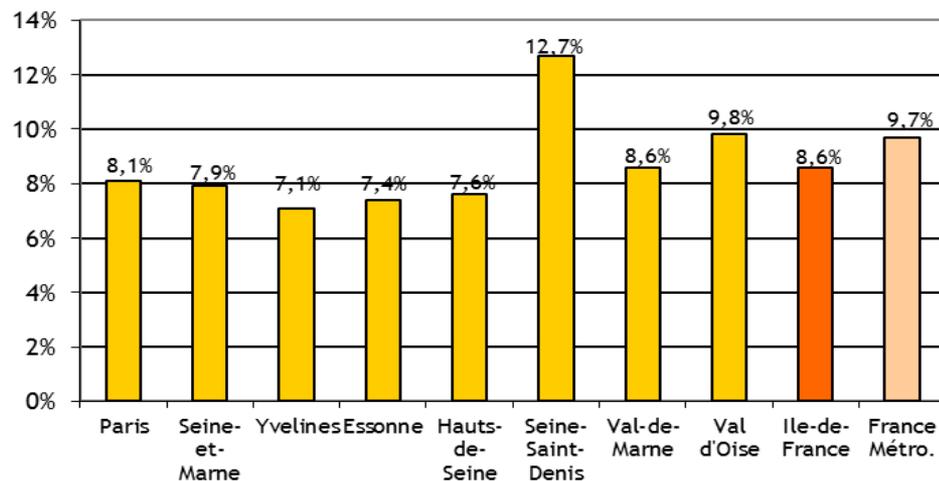
□ Au premier trimestre 2014, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,6 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, stable par rapport au dernier trimestre 2013. En France métropolitaine, il est également resté stable, à 9,7 % de la population active.

□ Sur un an, le taux de chômage en Île-de-France baisse de -0,1 point ; il baisse de -0,2 point sur l'ensemble du territoire. Le taux francilien reste inférieur de 1,1 point au taux national (hors DOM).

□ Comme au trimestre précédent, le taux de chômage a très peu varié dans les départements franciliens. Il augmente de +0,1 point dans les Yvelines, l'Essonne et la Seine-Saint-Denis, et demeure stable dans le reste de la région.

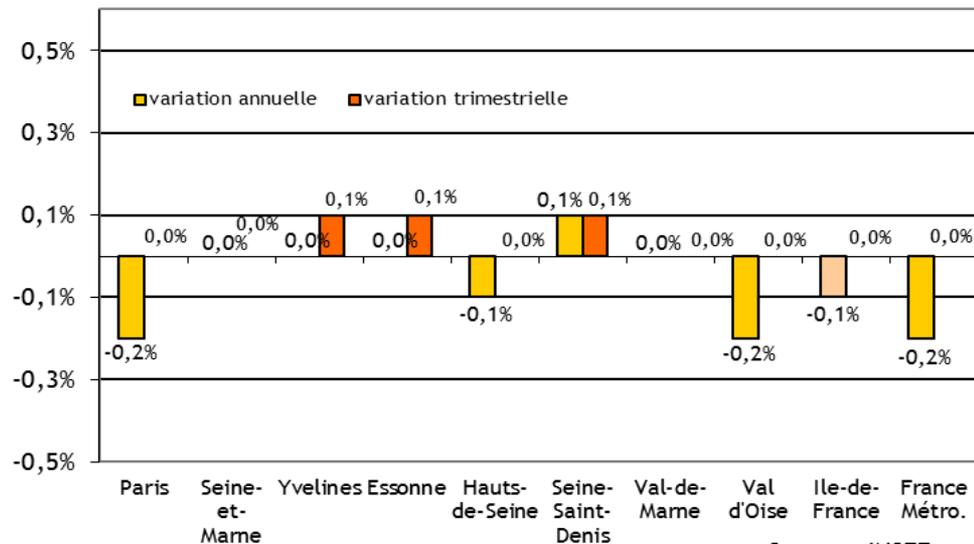
□ Sur un an, seule la Seine-Saint-Denis voit son taux de chômage augmenter légèrement, de +0,1 point.

Taux de chômage localisé au 1<sup>er</sup> trimestre 2014



Source : INSEE

Évolution du taux de chômage localisé au 1<sup>er</sup> trimestre 2014



Source : INSEE

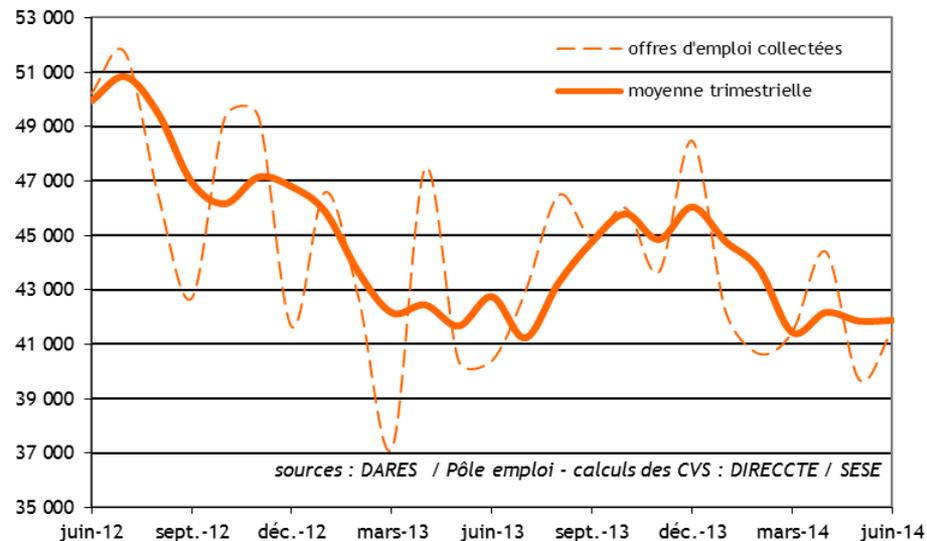
# Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi à fin juin 2014

En juin 2014, 41 530 offres d'emploi ont été collectées par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS) dont 24 260 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois). Par rapport au mois précédent, on note une hausse significative des offres durables.

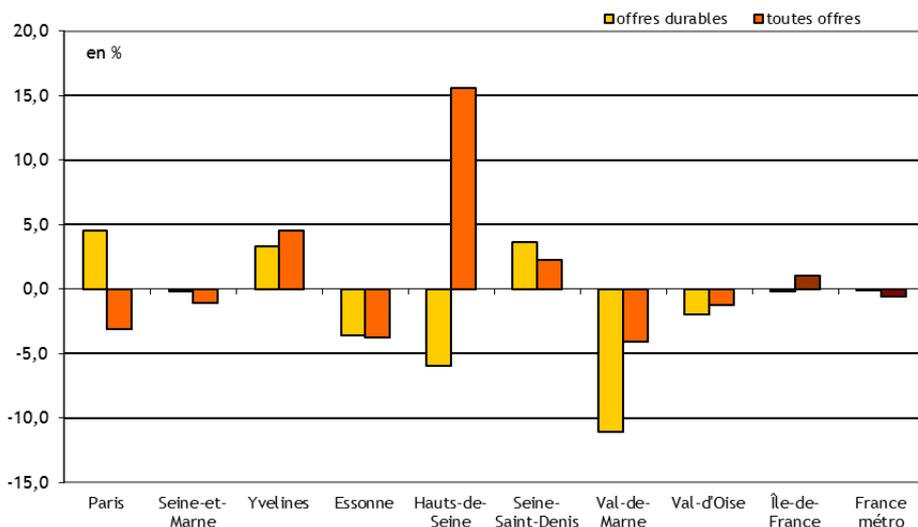
En rythme trimestriel, le nombre d'offres d'emploi collectées dans la région augmente, grâce à la hausse des offres d'emploi non durables, alors que les offres durables restent quasiment stables.

En France métropolitaine, les offres d'emploi diminuent légèrement sur trois mois glissants, une baisse attribuable aux offres non durables.

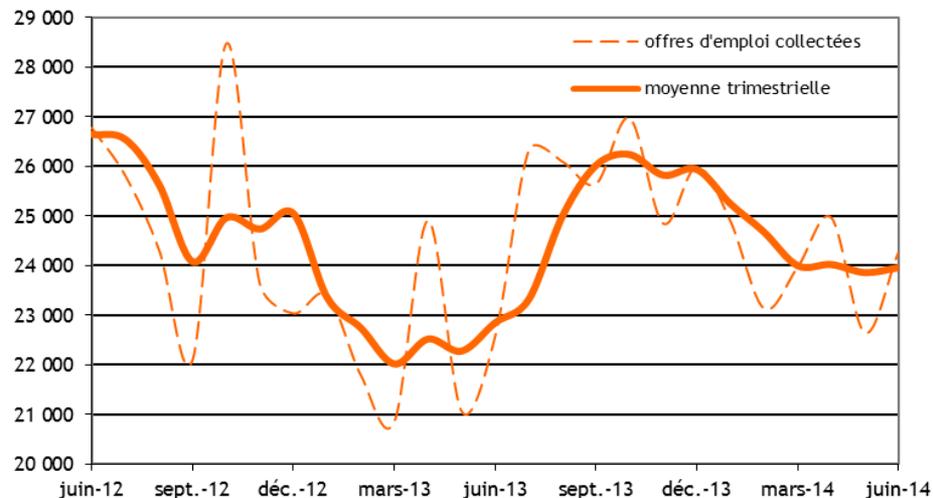
Évolution du nombre total d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi depuis juin 2012 (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi enregistrées au cours des 3 derniers mois, par rapport aux 3 mois précédents (données CVS)



Évolution du nombre d'offres d'emploi durables confiées à Pôle emploi depuis juin 2012 (données CVS)



Sources : Dares / Pôle emploi - calculs des CVS : DIRECCTE / SESE

# L'intérim à fin avril 2014

Plus de 263 000 contrats d'intérim ont été signés au mois d'avril 2014 dans les établissements franciliens, soit une moyenne de 91 800 emplois en équivalent temps plein (EETP, données corrigées des variations saisonnières).

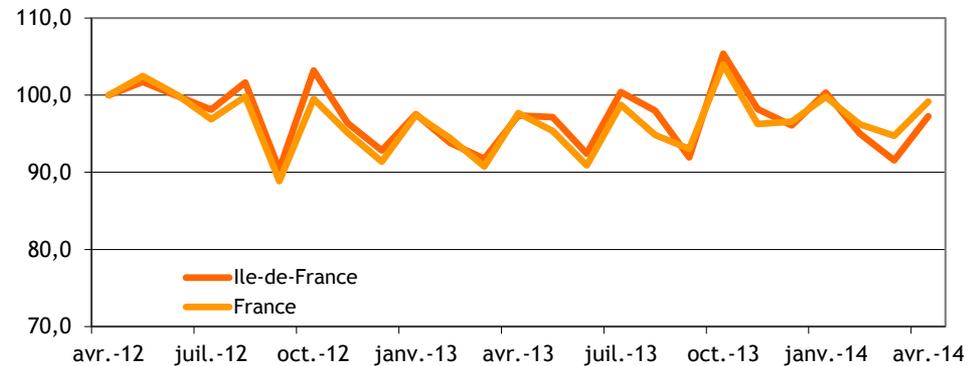
Le nombre d'intérimaires en EETP a augmenté, contrairement au nombre de contrats signés qui a baissé ce mois-ci. Toutefois, en moyenne sur les trois derniers mois, le nombre d'intérimaires est toujours en net repli : -3,7 % par rapport aux trois mois précédents.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie est en baisse : -2,1 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents, en particulier dans la métallurgie (-3,0 %).

Après une année 2013 en forte hausse, la construction enregistre un net recul de l'activité intérimaire : -8,8 % ces trois derniers mois par rapport aux trois précédents.

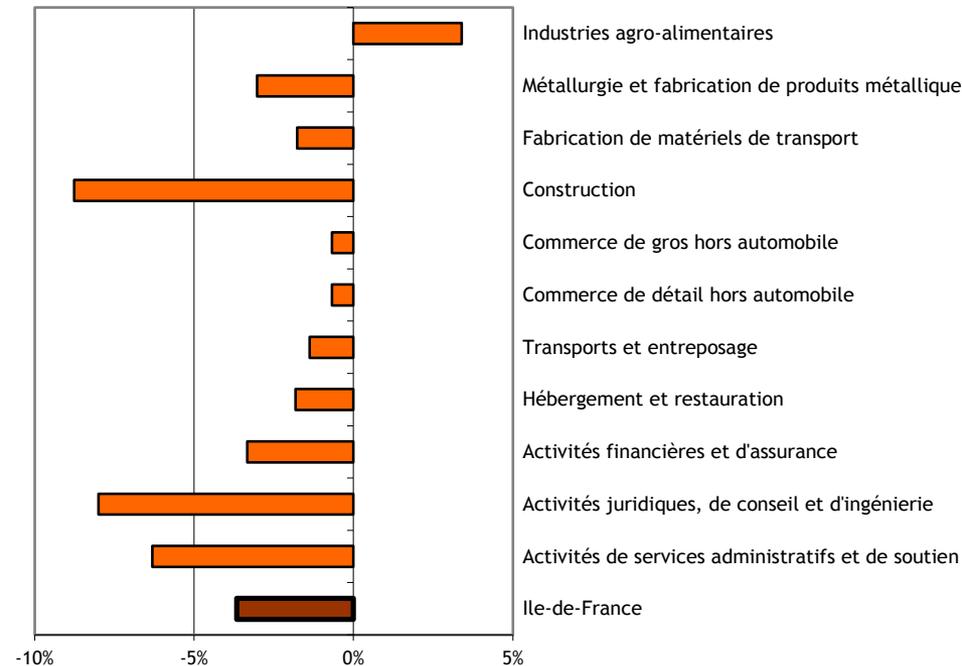
Le tertiaire diminue également (-2,5 %), et ce dans tous les principaux secteurs. Ainsi, le nombre d'EETP est en forte baisse dans les activités de services administratifs (-8,0 %) et les activités juridique, de conseil et d'ingénierie (-6,3 %). La diminution est plus faible pour le commerce de détail et de gros (-0,7 %) et le transport / entreposage (-1,4 %).

Evolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS/CJO - base 100 à fin avril 2012)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE-SESE

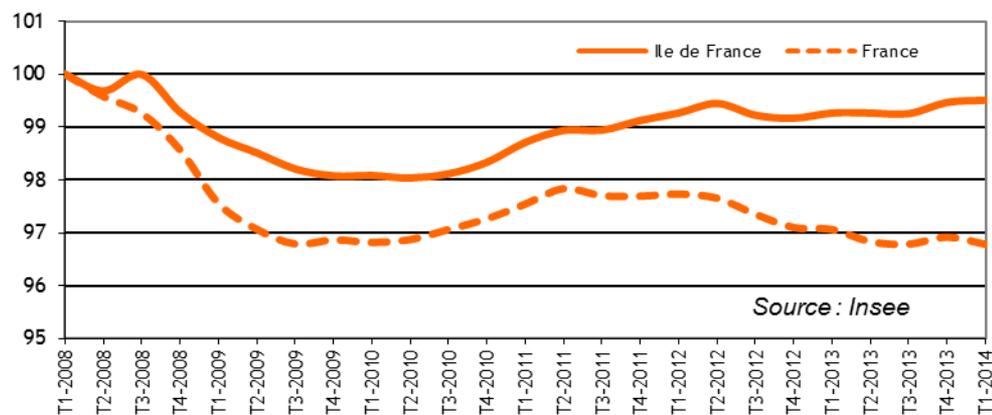
Evolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (donnée CVS)



Source : Pôle emploi, calcul des CVS : DIRECCTE / SESE

# L'emploi salarié au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands, depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 (données CVS)



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 1er trimestre 2014	Evolution trimestrielle (par rapport au 4 <sup>ème</sup> trimestre 2013)		Evolution annuelle (par rapport au 1er trimestre 2013)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 281 502	7 678	0,6	11 867	0,9
Seine-et-Marne	300 904	-178	-0,1	-1 205	-0,4
Yvelines	367 103	-6 144	-1,6	-6 628	-1,8
Essonne	300 164	1 251	0,4	2 600	0,9
Hauts-de-Seine	814 377	-1 021	-0,1	-572	-0,1
Seine-Saint-Denis	394 470	588	0,1	4 777	1,2
Val-de-Marne	356 304	410	0,1	587	0,2
Val-d'Oise	262 261	-885	-0,3	-1 486	-0,6
<b>Ile-de-France</b>	<b>4 077 085</b>	<b>1 699</b>	<b>0,0</b>	<b>9 940</b>	<b>0,2</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>15 432 600</b>	<b>-21 800</b>	<b>-0,1</b>	<b>-44 600</b>	<b>-0,3</b>

Source : Insee

Après une légère augmentation au dernier trimestre 2013, le nombre d'emplois salariés au premier trimestre 2014 a peu évolué en Île-de-France dans les secteurs principalement marchands (+1 700 emplois, soit +0,0 %), selon les estimations provisoires de l'Insee. En France métropolitaine, il baisse de -0,1 %.

Sur un an, l'emploi francilien a augmenté de +0,2 %, alors qu'il a diminué de -0,3 % en France métropolitaine.

Les départements franciliens connaissent, selon ces estimations provisoires, des évolutions très différentes au premier trimestre. L'emploi salarié marchand augmente nettement à Paris (+0,6 %, plus de 7 000 postes gagnés) et en Essonne (+0,4 %, soit plus de 1 000 postes). Dans le même temps, les Yvelines perdent plus de 6 000 postes (-1,6 %).

En rythme annuel, on observe aussi des situations très disparates selon les départements, mais qui vont globalement dans le sens des évolutions de ce trimestre. Paris, l'Essonne et la Seine-Saint-Denis enregistrent un gain de postes par rapport au premier trimestre 2013. En revanche les Yvelines, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne enregistrent une diminution de l'emploi salarié marchand.

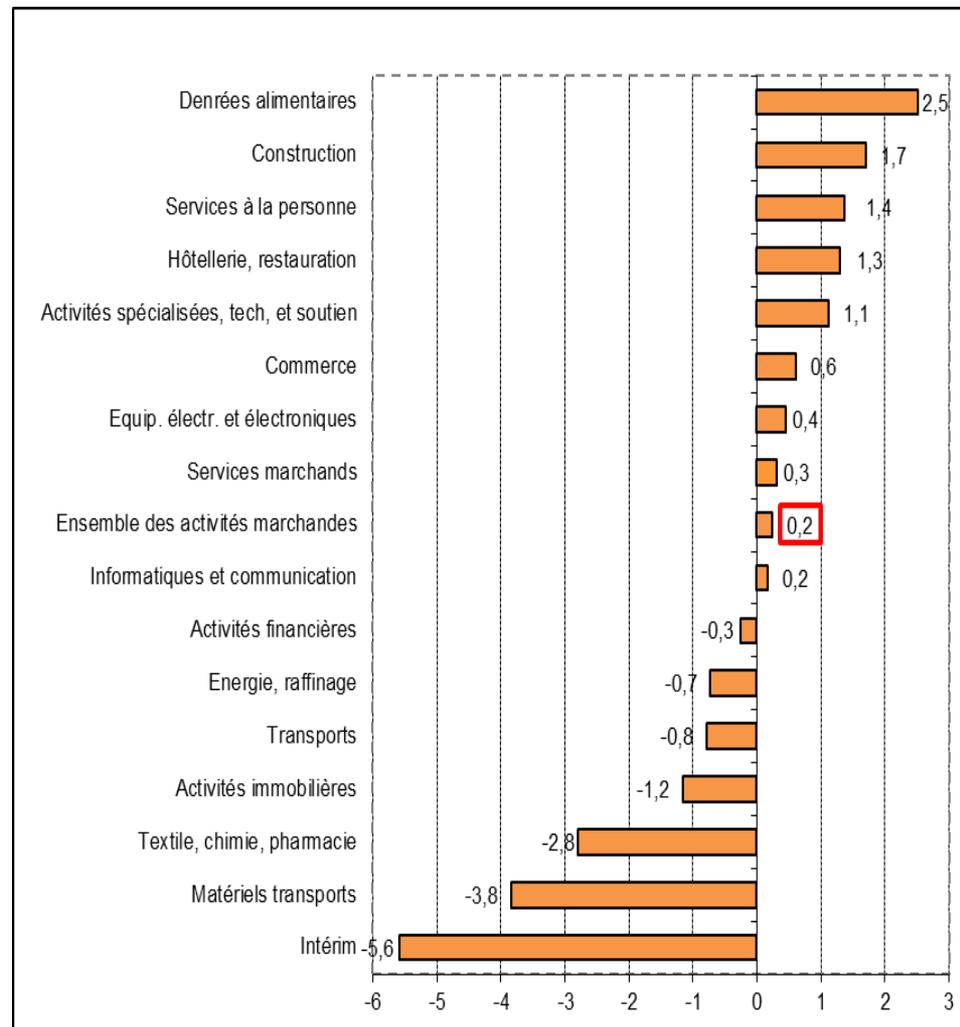
# L'emploi salarié au 1<sup>er</sup> trimestre 2014

❑ Au premier trimestre 2014, le nombre d'emplois dans l'industrie baisse à nouveau légèrement en Île-de-France (-0,2 %). Le nombre d'emplois a augmenté dans le secteur du commerce (+0,4 %) et très légèrement dans celui de la construction (+0,1 %). Dans les services marchands, l'emploi reste stable.

❑ En un an, la construction a créé plus de 4 500 emplois dans la région (+1,7 %). Le commerce enregistre une hausse de plus de 4 000 emplois (+0,6 %). Seule l'industrie connaît une baisse de l'emploi salarié marchand, avec un peu moins de 7 000 emplois perdus (-1,5 % sur un an). En son sein, le secteur des « autres industries manufacturières » (pharmacie, chimie...) perd 5 000 emplois et celui des matériels de transports perd 3 000 emplois.

❑ Les services marchands ont gagné 8 000 emplois (+0,3 % sur un an), mais on observe des évolutions différentes selon les services. 9 800 postes ont été créés dans le domaine des services spécialisés aux entreprises (conseil, ingénierie...) parmi lesquels 5 300 postes pendant le seul premier trimestre 2014. A l'inverse, l'intérim perd 4 800 emplois sur un an, du fait d'une forte perte de 6 200 emplois au premier trimestre 2014. L'hôtellerie et restauration et les services à la personne gagnent respectivement 3 700 et 3 300 postes. Le secteur des transports enregistre une baisse de 2 900 postes.

Évolution annuelle en % de l'emploi salarié en Île-de-France entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2013 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2014, dans les principaux secteurs d'activité marchands (données CVS)

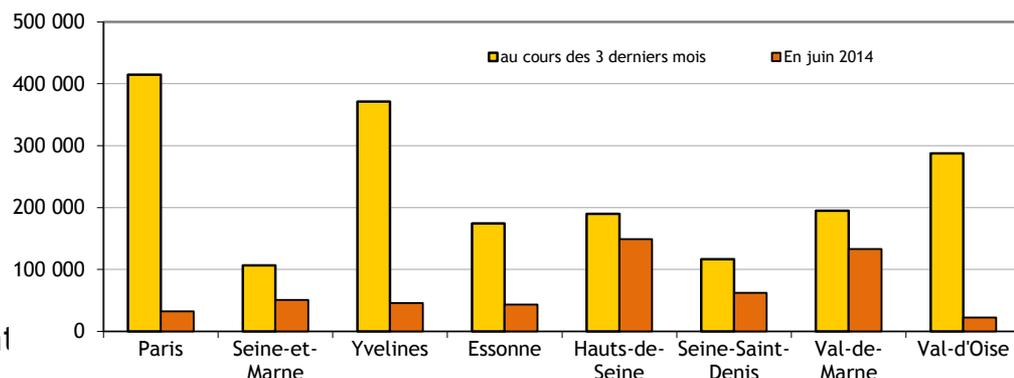


Source : INSEE - estimations trimestrielles d'emploi

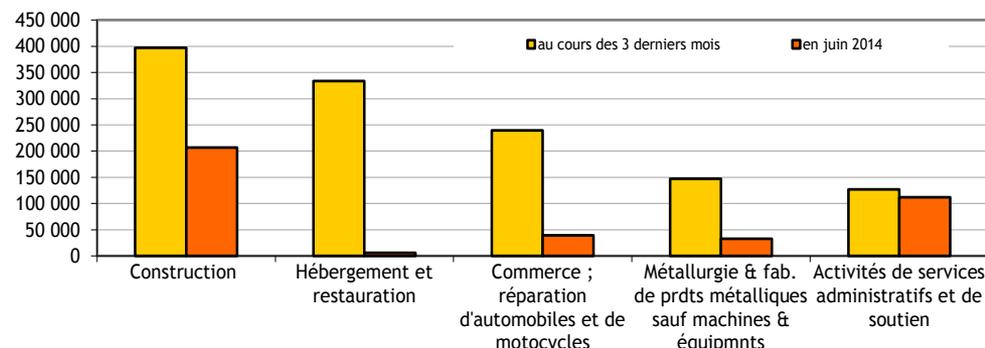
# L'activité partielle en juin 2014

- En juin dernier, 121 demandes d'autorisations d'activité partielle ont été adressées à la Direccte. Ce chiffre est légèrement inférieur à la moyenne mensuelle depuis le début de l'année.
- Elles correspondent à 538 725 heures de travail autorisées à être chômées, un niveau également inférieur à la moyenne des cinq derniers mois.
- Les Hauts-de-Seine et le Val-de-Marne concentrent à eux seuls 52 % des heures demandées ce mois-ci dans la région.
- La Seine-Saint-Denis est le troisième département le plus touché avec 12 % des heures demandées en Île-de-France.
- 41 % des heures autorisées ce mois l'ont été au bénéfice de deux établissements (111 000 heures au bénéfice d'un établissement de construction de routes et plus de 107 000 heures au bénéfice d'un établissement d'activités de soutien aux entreprises).
- Le secteur de la construction a demandé 207 053 heures, réparties en 36 demandes au mois de juin. Au cours des trois derniers mois, c'est le secteur qui concentre le plus grand nombre de demandes et d'heures.

Heures autorisées par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées



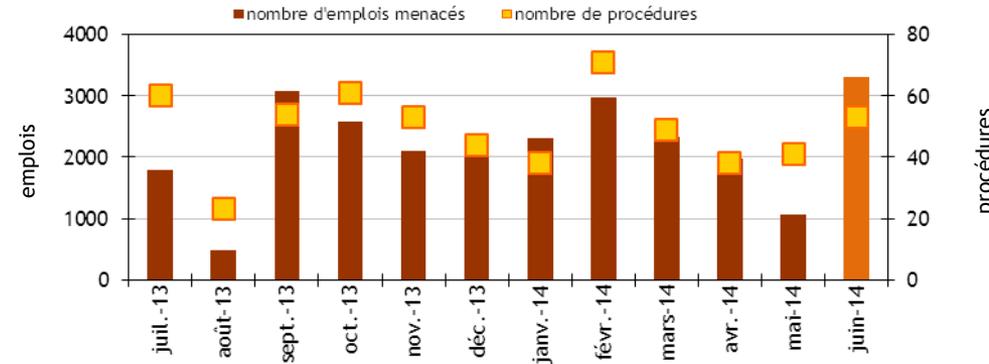
Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations en juin	121	15	16	15	16	13	19	13	14
cumul 2014	773	130	88	113	91	81	79	73	118
Heures associées en juin	538 725	32 298	50 717	45 811	43 192	148 773	62 425	133 150	22 359
cumul 2014	3 483 595	733 587	270 487	625 639	353 344	488 280	187 940	399 159	425 159
Salariés concernés en juin	1 507	115	118	182	143	497	219	150	83
cumul 2014(sans doubles comptes)	11 171	1 522	836	3 571	1 527	1 645	507	724	839

Source : DIRECCTE UT - Traitement : DIRECCTE / SESE

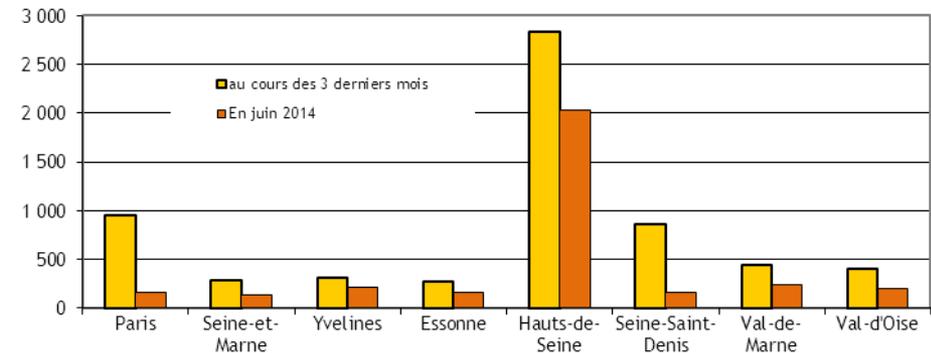
# Les procédures de licenciement collectif en juin 2014

- En mai, 53 procédures concernant 3 304 emplois ont été notifiées aux services de la Direccte.
- Ce chiffre est très élevé. Depuis janvier 2008, il n'a été dépassé qu'à deux reprises.
- Parmi ces emplois, 486 seront perdus pour cause de liquidations judiciaires.
- Ce mois, le département le plus affecté est celui des Hauts-de-Seine, avec 2,3 emplois locaux menacés sur 1 000.
- Il subit le plan social d'une grande entreprise de télécommunication qui touche deux établissements d'une même société et qui met en danger 1 350 personnes.
- Ce plan affecte deux établissements de secteurs différents. Les emplois affectés sont répartis équitablement entre le secteur des télécommunications et celui des activités informatiques.
- En revanche, les autres départements sont relativement préservés ce mois; le département de Paris étant particulièrement préservé.

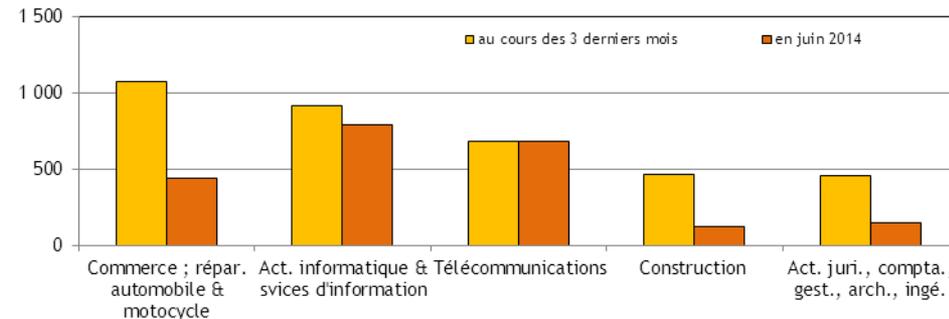
Emplois menacés et procédures au cours des 12 derniers mois



Emplois menacés par département



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'emplois menacés



Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Procédures en juin	53	5	10	6	3	16	2	7	4
cumul 2014	290	50	34	23	25	73	21	36	28
Salariés concernés	3 304	159	140	215	158	2 031	157	242	202
cumul 2014	13 951	2 362	668	851	1 023	4 484	2 143	1 170	1 250